



Un producteur de canne à sucre dans son champ à Vikasnagar, dans le district de Dehradun.

Sudeshna Chowdhury

Inde Le paradoxe de la production d'éthanol

Le gouvernement indien a lancé un programme pour développer l'incorporation d'éthanol dans l'essence. Mais les producteurs n'en tirent aucun bénéfice direct.

En Inde, le gouvernement met les bouchées doubles pour développer l'incorporation d'éthanol dans l'essence et renforcer son ambition en matière d'énergie verte. Le programme national E20 fixait l'objectif d'atteindre 20 % d'incorporation en 2030. Il a été atteint en 2025, alors que le taux d'incorporation d'éthanol était seulement de 1,53 % en 2014 et de 15 % en 2024. La capacité totale de production du pays a atteint environ 1 990 millions de litres en novembre 2025, selon plusieurs rapports. Les émissions de dioxyde de carbone ont été réduites de 69,8 millions de tonnes et la dépendance du pays aux combustibles fossiles a diminué, se félicite le gouvernement.

Une énergie pas si verte

En Inde, l'éthanol est principalement produit à partir de canne à sucre, une culture qui nécessite une grande quantité d'eau. Cela exerce une forte pression sur les nappes phréatiques dans les États de production, comme l'Uttar Pradesh, le Maharashtra et le Karnataka. Les experts affirment que le choix du gouvernement de développer l'incorporation d'éthanol n'est pas écologiquement durable, car la production de canne à sucre et de sucre est concentrée dans des zones où l'eau est rare. Pour Himanshu Thakkar, coordinateur du South Asia Network of Dams, Rivers and People, un réseau informel d'organisations et d'individus œuvrant dans le secteur de l'eau, le pays devrait « aller vers davantage

d'énergie renouvelable comme le solaire et l'éolien », et « améliorer l'efficacité de l'électricité et des carburants », plutôt que de miser sur l'éthanol. Les sucreries et les distilleries figurent par ailleurs parmi les industries les plus polluantes en Inde.

Des profits pour les industriels

De leur côté, les producteurs de canne à sucre affirment qu'ils ne tirent aucun bénéfice direct du programme de développement mis en place par le gouvernement. « La plupart continuent de lutter pour obtenir des prix rémunérateurs et certaines sucreries tardent à payer les producteurs », explique Ashok Dhawale, président de la All India Kisan Sabha (section agricole du parti communiste indien).

Neraj, un agriculteur propriétaire de champs de canne à sucre à Vikasnagar, au nord de l'Uttarakhand, ignorait l'existence du programme national en faveur de l'éthanol. « Seuls les grandes sucreries et les acteurs industriels bénéficient des profits liés à l'éthanol et au sucre », observe Usha Tomar, agricultrice et responsable d'État de la Bharatiya Kisan Union (syndicat d'agriculteurs) dans l'Uttarakhand. Elle défend la mise en place de prix minimums de soutien et relève que le manque d'installations de stockage oblige les producteurs à vendre en dessous de leur coût de production aux transformateurs. « Ouvrez le marché, nous n'avons aucune objection. Mais fixez un prix minimum légal d'achat », revendique-t-elle.

Sudeshna Chowdhury

Irlande Colère contre le Mercosur

Plusieurs milliers d'agriculteurs se sont rassemblés le 10 janvier, à Athlone, dans le centre de l'Irlande, pour protester contre l'accord du Mercosur. Le principal syndicat agricole, l'Irish Farmers Association, a jugé « très décevant » le feu vert européen et a appelé les députés à s'y opposer. D'autres mobilisations ont également eu lieu en Europe (Espagne, Italie, Belgique et Pologne).

Brésil Fin du moratoire sur le soja

Le gouverneur de l'État du Mato Grosso a annoncé qu'Abiove, l'association brésilienne des industriels de l'huile végétale regroupant notamment Cargill ou Louis Dreyfus, l'avait informé de son retrait du moratoire sur le soja. Il interdisait aux signataires d'acheter du soja cultivé sur des exploitations déboisées après juillet 2008. Après avoir été suspendu en août dernier, le moratoire avait finalement été rétabli provisoirement par la justice brésilienne.

Sri Lanka Cyclone destructeur

L'île du Sri Lanka, au sud de l'Inde, a été frappée en novembre par un cyclone meurtrier. La Banque mondiale a évalué, le 17 décembre, les dommages pour l'agriculture à 814 millions de dollars (production et infrastructures). 150 000 ha de rizières ont été détruits et 100 000 ha endommagés. Des dizaines de milliers de bovins, chèvres et porcs et près de 3 millions de volailles ont également péri.